

Texte de l'interpellation du 13 décembre 1989

Le Conseil fédéral qui suit attentivement l'évolution des travaux au sujet de la libre circulation des personnes dans l'Europe des Douze, est-il d'avis que la Suisse peut conclure des traités spéciaux à ce sujet avec des pays voisins?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

A partir du 1er janvier 1991, la Convention de Schengen, signée au Luxembourg le 14 juin 1985, entrera en vigueur. Elle établira les règles de la libre circulation entre la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la RFA.

Cet accord devrait supprimer les contrôles des documents aux frontières (pour les ressortissants des cinq pays signataires) mais il demandera d'organiser une meilleure collaboration entre les polices des pays signataires.

Un tel exemple permettrait à la Suisse, sans entrer à la CEE, de montrer sa volonté d'être liée à ses voisins directs, sans avoir à affronter un flot d'immigrés de pays non européens et non membres de la CEE.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 21. Februar 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990

1. Le Conseil fédéral suit de près depuis plusieurs années les efforts de la CE et de ses Etats membres visant à abolir progressivement les contrôles aux frontières intérieures de la CE pour les personnes et à assurer ainsi leur libre circulation. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre général du programme de la CE sur l'achèvement du Marché intérieur avant le 31 décembre 1992.

2. La réalisation d'un espace sans frontières intérieures pour les personnes est une tâche complexe qui exige un renforcement de la coopération entre les pays membres et un rapprochement de leur législation dans de nombreux domaines parmi lesquels il faut mentionner:

- le contrôle des voyageurs aux frontières extérieures;
- le contrôle des éléments qui accompagnent le voyageur (contrôles vétérinaires, phytosanitaires, protection des espèces de la faune et de la flore menacées d'extinction, armes, drogues, trafic illicite des oeuvres d'art, contrôles fiscaux, etc.);
- la coopération policière et douanière;
- la coopération judiciaire, notamment en matière pénale;
- le traitement des ressortissants des pays tiers (politique en matière de visas, droit d'asile, statut des réfugiés, statut des travailleurs, etc.).

3. En raison de leur complexité et de leur diversité, ces questions sont traitées dans plusieurs enceintes réunissant la totalité ou une partie des Etats membres de la CE: groupe de Schengen, groupe TREV, Conseil des Ministres de la CE, Coopération politique européenne (CPE), groupe de travail immigration, etc. Leurs activités sont chapeautées par un groupe des coordonnateurs qui fait régulièrement rapport, notamment aux Conseils européens, sur l'état d'avancement des travaux.

4. L'un des groupes dont les travaux ont le plus progressé est précisément le groupe de Schengen qui réunit la France, l'Allemagne fédérale et le Benelux. Ces pays ont conclu le 14 juin 1985 un accord prévoyant l'abolition progressive des contrôles à leurs frontières intérieures pour leurs ressortissants. La signature d'un accord complémentaire aurait dû avoir lieu le 15 décembre 1989, mais a été finalement reportée. Les difficultés à organiser la coopération policière et les nouveaux développements survenus en Europe de l'Est sont à l'origine de ce report. De l'avis de la commission, le processus de Schengen peut constituer un modèle pour les autres Etats membres de la CE et contribuer à la réalisation prévue de l'abolition des contrôles aux frontières pour les personnes entre tous les Etats membres. Il n'est pas envisagé, dans les circonstances actuelles, d'ouvrir l'accord de Schengen à la signature d'Etats tiers.

5. Face à ces développements, notre attitude de principe est positive: nous sommes en faveur de l'établissement avec la

CE et nos partenaires de l'AELE, sur une base de réciprocité, d'un régime de contrôles aux frontières pour les personnes aussi allégé que possible. Nous avons exposé cette position en détail dans notre réponse à l'interpellation Wyss du 10 mars 1988 (Aéroports et ports maritimes de la CE. Traitement à l'égard des ressortissants de l'AELE). Cette raison nous a non seulement conduits à accepter le postulat Flücker du 27 septembre 1988 (Intégration européenne. Contrôles douaniers allégés); elle a aussi motivé notre réponse à l'interpellation Fankhauser du 23 juin 1989 (Toxicomanes, réfugiés et travailleurs migrants. Politique européenne de cloisonnement).

6. Les discussions en cours entre la Suisse, ses partenaires de l'AELE et la CE – qui devraient conduire à la conclusion d'un traité instituant un Espace économique européen (EEE) – portent également sur la simplification des formalités aux frontières pour les personnes. Tous les pays de l'AELE ont demandé à la CE l'introduction, dans le traité, d'un volet réglant cette question. Jusqu'ici, la CE n'a pas pris d'engagement, cette retenue s'expliquant par l'absence de compétences communautaires exclusives en la matière. Notre intention, partagée par nos partenaires de l'AELE, est de continuer de préconiser un régime européen global. La mise en place d'un tel régime devrait être examinée dans le cadre des négociations sur l'EEE dont l'ouverture est prévue pour le premier semestre de cette année.

Mme **Aubry**: Rassurez-vous, je serai très brève. Je voudrais tout d'abord remercier le Conseil fédéral pour les détails qu'il a mis dans la réponse à mon interpellation, ce qui m'a permis de me rendre compte des difficultés de notre situation actuelle. Lorsque dans mon interpellation, Monsieur le Conseiller fédéral, j'ai parlé de pays voisins, je voulais parler de pays limitrophes, c'est-à-dire la France, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie et non de l'AELE, comme cela a été souligné dans votre réponse. Si j'ai choisi de parler de la Convention de Schengen ce n'est qu'à titre d'exemple, imaginant que la Suisse, dans ce domaine, pouvait servir de pionnier et peut-être faire un pas dans cette direction avec ses voisins. Je me rends compte de toutes les difficultés qui sont sur notre chemin et je pense que, puisque la Convention de Schengen, qui devait être signée en décembre ne l'a pas encore été et qu'elle sera remise à beaucoup plus tard, nous aurons, nous Suisses, encore bien davantage de difficultés.

Le président: L'interpellatrice est satisfaite de la réponse du Conseil fédéral.

89.714

**Interpellation der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei
Europäische Integrationspolitik**

**Interpellation du groupe de l'Union démocratique du centre
Politique européenne d'intégration**

Wortlaut der Interpellation vom 28. November 1989

Die Entwicklung in der europäischen Integrationspolitik geht schnell und dynamisch voran. Wir befinden uns in einer heiklen Phase von grosser politischer Tragweite. Die Schweiz steht an einem Scheideweg, der vom Bundesrat eine klare Richtung verlangt.

Anlässlich der Zusammenkunft zwischen den Efta-Ministern und dem Vizepräsidenten der EG-Kommission, Christopherse, im Juni dieses Jahres wurde die Schlussfolgerung gezogen, dass am bevorstehenden EG-Efta-Ministertreffen vom

19. Dezember 1989 «eine gemeinsame politische Verpflichtung für eine qualitativ neue Phase der EG-Efta-Beziehungen im Blick auf eine strukturiertere Partnerschaft angestrebt werden soll».

Als Ziel dieser Partnerschaft steht die Idee eines institutionalisierten Europäischen Wirtschaftsraumes (EWR) im Vordergrund. Die Schaffung eines EWR setzt gemäss der gemeinsamen Bewertung der EG-Efta-Steuergruppe voraus, dass die Efta-Länder den erreichten Stand der EG-Integration, den sogenannten Acquis communautaire, in einem Abkommen über den künftigen EWR übernehmen. Ausnahmen, die sich durch fundamentale Interessen rechtfertigen liessen, sowie Uebergangsbestimmungen hätten Gegenstand von Verhandlungen zu sein.

Der Kern des Acquis communautaire umfasst die Landwirtschaft sowie die vier Freiheiten betreffend Warenhandel, Kapitalverkehr, Dienstleistungen und Personen. Spezifische Probleme ergäben sich für die Schweiz auch unter dem Aspekt der direktdemokratischen Instrumente sowie des Föderalismus.

Die SVP fragt deshalb den Bundesrat an:

1. Allgemein

Welche Aenderungen der schweizerischen Rechts- und Wirtschaftsordnung wären bei einem Entscheid zugunsten einer schweizerischen Beteiligung am Aufbau eines EWR nötig?

Erachtet es der Bundesrat nicht auch als vordringlich, die schweizerische Oeffentlichkeit konkret und gezielt über diese Aenderungen und deren Auswirkungen zu informieren?

Auf welchen Gebieten würde der Bundesrat bei der Uebernahme des Acquis communautaire fundamentale Interessen der Schweiz geltend machen, um eine Ausnahme zugestanden zu erhalten?

2. Landwirtschaft

In welchen Punkten und in welchem Ausmass stimmt die schweizerische Landwirtschaftsordnung mit dem Acquis communautaire überein?

3. Warenhandel

In welchem Masse wäre der schweizerische Gesetzgebungsprozess im Bereich der Produkteprüfung und -zulassung durch die Pflicht zur Harmonisierung tangiert?

4. Dienstleistungen

Auf welche Weise würde im Bereich der Liberalisierung der Dienstleistungen, beispielsweise in der Frage der Zulassung zum Arzt- und zum Anwaltsberuf, die vorerst notwendige nationale Harmonisierung von vorderhand noch kantonalen Vorschriften bewerkstelligt?

5. Personen

Besteht die Absicht, mit Bezug auf die Freizügigkeit von Personen fundamentale Interessen und somit eine Ausnahmeregelung geltend zu machen, oder besteht die Absicht, dem Erfordernis der Freizügigkeit für Personen nach Massgabe des Acquis communautaire Genüge zu tun?

6. Direktdemokratie

a) Auf welche Weise kann im Rahmen eines institutionalisierten EWR bzw. in einer zunehmend integrierten Efta das direktdemokratische Instrument des Referendums bewahrt werden?

b) Falls sich die Notwendigkeit ergibt, dieses Volksrecht einzuschränken: Welche Gesetzgebungsbereiche würden dem Referendum weiterhin unterstehen, welche nicht?

c) Auf welchen Gebieten bliebe das direktdemokratische Instrument der Volksinitiative bzw. der Standesinitiative weiterhin möglich?

d) Nach welchem Verfahren würden Referendum und Initiative allenfalls eingeschränkt bzw. aufgehoben?

e) Wäre die Schaffung von Efta-weiten oder EWR-weiten direktdemokratischen Instrumenten wie Referendum und Initiative möglich?

7. Föderalismus

In welcher Form und in welchem Ausmass könnte die föderalistische Struktur der Schweiz im Rahmen eines institutionalisierten EWR beibehalten werden?

8. Verzicht

Welches wären die konkreten Auswirkungen eines Verzichts auf die Teilnahme am Aufbau eines institutionalisierten EWR?

Texte de l'interpellation du 28 novembre 1989

La politique européenne d'intégration avance maintenant à grands pas. Nous traversons actuellement une période difficile dont l'enjeu politique est énorme. La Suisse se trouvant à une époque charnière, le Conseil fédéral ne peut pas ne pas indiquer la voie dans laquelle notre pays doit s'engager. Au cours de la réunion qui a rassemblé en juin dernier les ministres de l'AELE et M. Christophersen, vice-président de la Commission de la Communauté européenne, il a été convenu que la prochaine réunion ministérielle conjointe AELE-CEE, fixée au 19 décembre 1989, marquerait «un engagement politique conjoint à l'égard d'une phase qualitativement nouvelle des relations AELE/CEE aboutissant à une forme d'association mieux structurée».

Cette association devrait en fait servir la réalisation d'un espace économique européen institutionnalisé. Selon l'appréciation du groupe d'orientation de la CEE et le l'AELE, la création d'un espace économique européen institutionnalisé suppose que les pays membres de l'AELE reprennent, dans un accord sur ledit espace économique européen, l'acquis communautaire, c'est-à-dire le degré d'intégration auquel est parvenu la CEE. Les demandes de dérogation fondées sur des intérêts fondamentaux et les dispositions transitoires devraient faire l'objet de négociations.

Au coeur de l'acquis communautaire se trouvent l'agriculture et la libre circulation des marchandises, des services, des personnes et des capitaux. Il en résulterait pour la Suisse des problèmes bien particuliers, notamment en raison de son régime de démocratie directe et de son fédéralisme.

L'UDC prie donc le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Questions d'ordre général

A quels changements devrait-on procéder dans les domaines juridique et économique si la Suisse décidait de participer à la création d'un espace économique européen? Le Conseil fédéral ne pense-t-il pas aussi qu'il est urgent d'informer de manière concrète l'opinion publique sur ces changements ainsi que sur leurs conséquences? Lors de la reprise de l'acquis communautaire, dans quels domaines le Conseil fédéral ferait-il valoir les intérêts fondamentaux de la Suisse pour obtenir une dérogation?

2. Agriculture

Sur quels points et dans quelle mesure l'agriculture suisse rejoint-elle l'acquis communautaire?

3. Marchandises

Dans quelle mesure l'obligation de procéder à une harmonisation des réglementations nationales toucherait-elle la législation suisse en matière de contrôle et d'admission des marchandises?

4. Services

Dans le domaine de la libre circulation des services, notamment en ce qui concerne l'accès aux professions de médecin ou d'avocat, comment pourrait-on, alors même que la réglementation actuelle varie d'un canton à l'autre, parvenir à l'indispensable harmonisation nationale?

5. Personnes

Pour ce qui est de la libre circulation des personnes, est-il prévu de faire valoir les intérêts fondamentaux de la Suisse pour obtenir un régime de dérogation ou bien a-t-on l'intention de satisfaire au principe de la libre circulation des personnes dans les limites fixées par l'acquis communautaire?

6. Démocratie directe

a. Dans le cadre d'un espace économique européen institutionnalisé ou dans le cas d'une AELE de plus en plus intégrée, comment pourrait-on conserver cet instrument de démocratie directe qu'est le référendum?

b. Si l'on devait en venir à limiter ce droit populaire, quelles parties resteraient ou non soumises au référendum?

c. Dans quels domaines ces autres instruments de la démocratie directe que sont l'initiative populaire et l'initiative des cantons pourraient-ils être maintenus?

d. Selon quelle procédure limiterait-on ou abrogerait-on le référendum ou l'initiative?

e. Serait-il possible d'introduire des instruments de la démo-

cratie directe tels que le référendum et l'initiative à l'échelle de l'AELE ou de l'espace économique européen?

7. Fédéralisme

Sous quelle forme et dans quelle mesure la Suisse pourrait-elle maintenir sa structure fédéraliste dans un espace économique européen institutionnalisé?

8. Renoncement

Si la Suisse renonçait à participer à la mise sur pied d'un espace économique européen institutionnalisé, quelles en seraient les conséquences?

Sprecher – Porte-parole: Rychen

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 5. März 1990

Rapport écrit du Conseil fédéral du 5 mars 1990

1. Allgemeines

Die europäische Integrationspolitik ist seit Anfang 1989 in eine neue Phase eingetreten. Sie zielt darauf ab, die Zusammenarbeit zwischen der EG und den Efta-Ländern zu globalisieren und zu systematisieren.

Dieses neue Vorgehen wurde durch das letzte Ministertreffen der Efta- und EG-Länder und der EG-Kommission vom 19. Dezember 1989 in Brüssel bestätigt. Im Verlauf des ersten Semesters dieses Jahres sollen Verhandlungen aufgenommen werden. Es handelt sich darum, ein Abkommen über die Schaffung eines Europäischen Wirtschaftsraums (EWR) abzuschliessen, das die sechs Efta-Länder, Liechtenstein und die EG zusammenschliessen und folgende Elemente umfassen würde:

- eine Regelung über die Freizügigkeit von Waren, Dienstleistungen, Kapital und Personen, die möglichst ähnlich gefasst wäre wie das entsprechende EG-Recht, das 1992 nach Vollendung des Binnenmarktes in Kraft treten wird;

- die Teilnahme der Efta-Länder an der Erarbeitung und Durchführung flankierender Politiken, die sich bei der Schaffung des EWR als erforderlich erweisen, d. h. Politiken in Bereichen wie Forschung und Entwicklung, Bildung, Umwelt- und Verbraucherschutz, Gesellschaftsrecht, kleine und mittlere Unternehmen, Sozialfragen, Kohäsionsmassnahmen zur Reduktion regionaler Entwicklungsunterschiede, Tourismus, Statistik usw.;

- Aufbau gemeinsamer Institutionen zwischen den Efta-Ländern und der EG mit der Aufgabe, die Schaffung, die Anwendung und die Ueberwachung der Rechtsvorschriften des EWR-Vertrags wahrzunehmen.

Gegenwärtig handelt es sich um eine Erkundungsphase zur Festlegung des Rahmens zukünftiger Verhandlungen. Als besonders wichtig werden zwei Aspekte erachtet:

- die Bestimmung des Umfangs des gemeinschaftlichen Rechts («l'acquis»), das in ein Abkommen über den EWR aufgenommen werden sollte, um ein wirklich gemeinsames, homogenes Regime zwischen den Efta-Ländern und der EG zu schaffen;

- die Teilnahme der Efta-Länder an den Entscheidvorbereitungs- und Beschlussfassungsverfahren in der Weiterentwicklung des EWR-Rechts.

Der Erfolg der kommenden Verhandlungen wird weitgehend von den Antworten auf diese Fragen abhängen. Sollte alles gut verlaufen, so würden die Verhandlungen zum Abschluss eines Abkommens führen, das seine Wirkung parallel zum EG-Programm zur Vollendung des Binnenmarktes, d. h. auf den 31. Dezember 1992, entfalten könnte.

Sollte uns diese Neuorientierung gelingen, so würde sie uns die Basis einer vertieften Zusammenarbeit mit der EG eröffnen. Sie würde auch unsere Mitwirkung am europäischen Integrationsprozess verbessern und die Risiken einer Diskriminierung im Binnenmarkt für unsere Mitbürger und Unternehmungen weitgehend beseitigen.

Das Ziel dieser globaleren Politik bleibt weiterhin die Schaffung binnenmarktähnlicher Verhältnisse, die sich der Bundes-

rat bereits in seinem Bericht vom August 1988 zum Ziele gesetzt hat. In diesem Zusammenhang sei auch an eine wichtige Empfehlung des Bundesrates in seinem Bericht vom August 1988 erinnert: «Die raschen Entwicklungen im europäischen Integrationsprozess machen es unerlässlich, die schweizerische Position in Europa laufend neu und vorurteilslos zu überdenken». Folge: Wir müssen auch unter Berücksichtigung

a. der externen Entwicklungen und

b. des Verhandlungsverlaufs

andere Alternativen prüfen.

Der globale Charakter dieser neuen Ausrichtung sowie der zunehmende tatsächliche Einfluss des Gemeinschaftsrechtes auf die Entwicklung des nationalen Rechtes der Efta-Mitgliedstaaten haben für uns zur Folge, dass wir seither in fast allen vom EG-Binnenmarktrecht abgedeckten Bereichen verhandeln, und dies vom Grundsatz ausgehend, dass dieses Recht im wesentlichen die eigentliche Substanz des EWR-Vertrags bildet. Demzufolge werden wir unser Recht im Anwendungsbereich des EWR-Vertrages weitgehend der EG anpassen müssen, was unvermeidlich wichtige Veränderungen mit sich bringt. Gemäss den gemeinsamen Verhandlungsrichtlinien werden aber die Efta-Länder Verhandlungen über ständige Ausnahmen zur Wahrung grundlegender Interessen sowie über Uebergangsregelungen führen können. Auch müssen wir im Auge behalten, dass unser nationales Recht in vielen Bereichen bereits weitgehend dem Acquis entspricht. Die Uebernahme des Acquis wird daher mindestens in diesen Bereichen keine bedeutende Umstellung verlangen.

Während dieses neuen Entwicklungsprozesses wird die Information des Parlaments, der Sozialpartner sowie der Öffentlichkeit eine Hauptaufgabe bleiben. Im Hinblick auf die kommenden Verhandlungen müssen wir unsere Informationstätigkeit noch verstärken. In diesem Zusammenhang ist die Vorlage weiterer Zwischenberichte sowie eines zweiten Gesamtberichts über die Stellung der Schweiz im europäischen Integrationsprozess zu sehen. Die Bedeutung des EWR-Vertrags, der dem Referendum unterstehen sollte, sowie der rasche Ablauf der europäischen Diskussionen machen verstärkte Informationsbestrebungen unentbehrlich.

2. Landwirtschaft

Die EG-Kommission hat nicht vorgeschlagen, dass der Acquis communautaire, das heisst die gemeinschaftliche Landwirtschaftspolitik, im Rahmen des EWR-Vertrags übernommen werde.

Hingegen hat sie mögliche Begehren nach Verhandlungen über den verbesserten gegenseitigen Marktzugang einzelner landwirtschaftlicher Produkte angemeldet. Namentlich aufgrund der laufenden Landwirtschaftsverhandlungen in der Uruguay-Runde (Gatt) waren diese Fragen noch nicht Gesprächsgegenstand zwischen Efta-Ländern und EG.

3. Warenhandel

Auch in diesem Bereich schlägt die EG nicht vor, den Acquis communautaire integral in den zukünftigen EWR-Vertrag einzubeziehen. Von der Option einer Zollunion zwischen Efta-Ländern und EG ist immer weniger die Rede, insbesondere wegen der praktischen Schwierigkeiten einer solchen Union (die 19 Mitglieder umfassen würde!). Dazu kommt, dass gewisse Efta-Länder, insbesondere die Schweiz, nicht bereit sind, deswegen auf ihre Vertragsabschlusskompetenz zu verzichten.

Daher wird die Verbesserung der bestehenden Freihandelsregelung Verhandlungsgegenstand sein. Was hingegen die technischen Handelshemmnisse, die staatlichen Beihilfen, das öffentliche Beschaffungswesen etc. anbetrifft, so haben sich die Efta-Länder bereit erklärt, gestützt auf den einschlägigen Acquis communautaire, die Harmonisierung ihrer Regelungen zu prüfen. In welcher Form dieser Acquis in einen künftigen EWR-Vertrag integriert werden soll, ist ebenfalls Gegenstand laufender Prüfung.

4. Dienstleistungen

Abgesehen von Ausnahmen, die zur Wahrung grundlegender Interessen, wie die Frage des Alpentransits, gerechtfertigt wären, wird der Acquis communautaire in diesem Bereich, einschliesslich der kantonal geregelten Berufe, im wesentlichen die gemeinsame Grundlage des zukünftigen Vertrags bilden.

Hier wird die Frage der Harmonisierung von kantonalen Vorschriften gewisse Wirkungen auf den Föderalismus haben. Diese Frage wird unter Punkt 7 weiterbehandelt.

5. Personen

In Anbetracht der zahlreichen in der Schweiz niedergelassenen und/oder berufstätigen Ausländer würde uns die volle Uebernahme des *Acquis communautaire* auf diesem Gebiet unüberwindliche Probleme politischer, sozialer und wirtschaftlicher Natur verursachen. Sowohl unsere Efta-Partner wie auch die Kommission haben diese Ausnahmesituation anerkannt und daher unsere bisherige Haltung berücksichtigt. Diese Haltung ist wie folgt gekennzeichnet: Wir haben vereinbart, auf Gegenseitigkeit über die qualitativen Aspekte unserer Ausländerpolitik zu verhandeln, sofern die quantitativen Aspekte im Rahmen einer besonderen Vereinbarung berücksichtigt werden. Der EWR-Vertrag darf unsere Politik der Stabilisierung des Bestandes ausländischer Arbeitskräfte nicht in Frage stellen.

6. Direkte Demokratie

Der EWR-Vertrag sollte dem Referendum unterstehen, mindestens wenn sich die Tragweite seiner aus heutiger Sicht beurteilten Folgen für unsere Institutionen und unsere Rechtsordnung bestätigen sollte.

Die Frage, in welchem Masse die vom Vertrag geregelten Bereiche nach der Genehmigung des Vertrags noch Gegenstand allfälliger Initiativen bilden könnten, ist sorgfältig zu überprüfen. Man kann aber jetzt schon davon ausgehen, dass mit unseren Vertragsverpflichtungen unvereinbare Initiativen nicht mehr zur Abstimmung gelangen können, wenn die Schweiz ihre Glaubwürdigkeit als Partner bewahren will; *a contrario* könnte die Annahme einer auf diesem Gebiet lancierten Initiative unsere im EWR-Vertrag eingegangene Verpflichtung teilweise oder insgesamt wieder in Frage stellen. Das gleiche Problem stellt sich für das Gesetzesreferendum bei nicht direkt anwendbaren Beschlüssen des künftigen EWR, die durch Gesetze oder Bundesbeschlüsse konkretisiert werden müssten. Ein Referendum gegen einen rechtsetzenden Akt des Parlamentes, der eine Anpassung unseres Bundesrechts an die Bestimmungen des EWR-Vertrags bezweckt, könnte die rechtzeitige Durchführung unserer internationalen Verpflichtungen gefährden.

Auf der internationalen Ebene leidet die Rechtsetzung zweifellos an einem Demokratiedefizit. Mit ihrer langen demokratischen Tradition wäre die Schweiz in der Lage, Vorschläge zu machen, um diese Lücke zu schliessen. Nach Ansicht gewisser Länder würde die Einführung von Instrumenten wie des Referendums auf der EWR-Ebene einen beträchtlichen Schritt vorwärts im Vergleich zur heutigen Lage bedeuten. Es ist dagegen möglich, einen EWR mit einem demokratischen Element ins Auge zu fassen, das durch andere Mittel verwirklicht werden könnte. Im Rahmen der exploratorischen Gespräche hat sich die Schweiz für eine möglichst breite Mitwirkung parlamentarischer Instanzen an dem EWR-Entscheidungsprozess eingesetzt. Diese Haltung fand die volle Unterstützung unserer Efta-Partner.

7. Föderalismus

Die Wirkungen des EWR-Vertrags – wie immer er ausgestaltet sein wird – werden sich auf kantonalen Rechtsebene als geringer erweisen als im Bundesrecht. Tatsächlich wird sich der Vertrag vor allem auf Gebiete beziehen, die in der Schweiz in der Zuständigkeit des Bundes stehen. Hauptsächlich in folgenden Bereichen könnten die Kantone dazu geführt werden, ihre Gesetzgebung den Vertragsnormen anzupassen, soweit der EWR-Vertrag annähernd dem gleichen Inhalt entspricht, wie wir ihn heute beurteilen können: gegenseitige Anerkennung von Diplomen, Ausübung geregelter Berufe, öffentliches Beschaffungswesen, staatliche Beihilfen und wahrscheinlich auch der Markt für Pharmazeutika. Wenn nötig beabsichtigen wir, Uebergangsphasen zur Rechtsangleichung auszuhandeln.

Die Vertragsauswirkungen auf den Föderalismus werden innerhalb des Kontaktgremiums der Kantone, das unter dem Vorsitz des Vorstehers des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements steht und in dem alle Kantone auf Regierungsratsebene vertreten sind, erörtert. Auf der Tagesordnung

stehen auch Vorarbeiten über Mitwirkungsmechanismen der Kantone am Ausarbeitungs- und Verwaltungsprozess des EWR. Sie sollten zu konkreten Vorschlägen führen.

Die verschiedenen kantonalen Direktorenkonferenzen werden auf dem laufenden gehalten.

8. Verzicht

Seit Beginn dieser neuen Phase wirkt die Schweiz aktiv am Prozess der EWR-Vertragsvorarbeiten mit. Dieser Vertrag wird eine in gewissen Fällen wichtige Anpassung unserer Institutionen und unserer Rechtsordnung zur Folge haben. Er bewirkt aber eine Markterweiterung und neue wirtschaftliche Perspektiven. Dabei liegt es an uns, die Vor- und Nachteile eines künftigen Vertrags gegeneinander abzuwägen. Wie dem auch sei, die Entwicklung der EG macht Anpassungen praktisch unvermeidlich, auch wenn wir keinen EWR-Vertrag abschliessen würden. In diesem Fall würden sich diese Anpassungen uns aber aufdrängen, ohne dass wir die Möglichkeit hätten, unsere Ansichten geltend zu machen.

Hingegen sind wir der Meinung, dass die Anerkennung des Rechts der Efta-Länder auf volle Teilnahme an EWR-Entscheidungsmechanismen Gegenleistung für ihre Anpassungsbestrebungen sein muss. Die Antwort auf die Erwartungen der Efta-Länder auf institutioneller Ebene wird für die Schweiz in der Bewertung der Globalergebnisse der exploratorischen Gespräche und Verhandlungen eine wesentliche Rolle spielen.

Im Hinblick auf die Tragweite eines künftigen EWR-Vertrags kann die Schweiz den Vertragsabschluss nur dann vorsehen, wenn dieser Vertrag sowohl auf der materiellen wie auch auf der institutionellen Ebene ihren Erwartungen entspricht.

Rychen: Wir beantragen Diskussion dieser Interpellation.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion	46 Stimmen
Dagegen	16 Stimmen

Rychen: Im November des letzten Jahres hat unsere Fraktion acht präzise Fragen zur europäischen Integration gestellt. Die Antworten, die uns schriftlich vorliegen, sind im grossen und ganzen befriedigend ausgefallen, mit einer Ausnahme: Es geht um das Problem Information.

Der Bundesrat schreibt in seiner Antwort auf unsere Interpellation – er hat es heute morgen wiederholt –, ich zitiere: «Wir müssen unsere Informationsstätigkeit noch verstärken.» Oder an einer andern Stelle: «Das mögliche Referendum, das obligatorische nämlich, sowie der rasche Ablauf der europäischen Diskussion machen verstärkte Informationsbestrebungen unentbehrlich.»

Das sagt also der Bundesrat.

Ich ergänze hier: Jeder redet von dieser Information und vom Informationsnotstand. Jeder redet davon und fordert es, aber konkret ist die Situation völlig ungenügend. Natürlich erscheinen in den Zeitungen viele Artikel darüber. Natürlich wird an öffentlichen Veranstaltungen darüber gesprochen. Natürlich gibt es auch Diskussionen in Radio und Fernsehen. Aber das genügt nicht. Ich möchte mit vier Fragen aufzeigen, was ich konkret meine.

Erste Frage: Worum geht es? Es geht um eine Grundinformation, um ein Grundwissen, das vielerorts fehlt. Ich stelle in politischen Versammlungen fest, das das Wissen über Begriffe, das Wissen über Institutionen, das Wissen über Vorgänge ganz allgemein in diesem europäischen Prozess fehlt. Beispielsweise ganz einfach: Wer ist die EG, wie funktioniert sie? Was ist der EWR? Was sind die Berührungspunkte, welches sind die Probleme zwischen der Schweiz und diesem sich immer weiter verändernden Europa? Welches sind die vier Grundfreiheiten?

Sie werden mir jetzt vielleicht entgegenhalten, dass das heute doch jeder weiss. Ich glaube eben nicht, dass dem so ist. Ich glaube, dass der Mangel unabhängig davon besteht, ob jemand eher rascher auf Europa zugehen will oder ob jemand nicht den Zug nach Europa nehmen will; angewiesen ist er auf

dieses Grundwissen beim Bürger, sonst kann er politisch nicht seriös entscheiden, so oder so.

Zweite Frage: Wie kann man das erreichen? Hier möchte ich konkreter werden als der Bundesrat bisher: Ich bin der Meinung, dass der Bundesrat den Mut aufbringen sollte, zum Beispiel alle sechs Monate mit einem Informationsbulletin an alle Stimmbürger zu gelangen, um ihnen dieses Grundwissen von der Regierung her zu unterbreiten. Oder: Warum setzt der Bundesrat nicht vermehrt die elektronischen Medien ein, um über dieses Grundwissen zu orientieren? Ueber andere Dinge im Leben dieser Gesellschaft werden auch Informationskampagnen geführt. Die Mittel sollten gezielt eingesetzt werden. Ich präzisiere noch einmal: Es geht nicht darum, eine Meinung zu verkaufen, sondern es geht darum, das Volk, den Bürger, viele Leute zu informieren. Selbst in diesem Parlament haben wir es nötig, über gewisse Grundbegriffe und Grundvorgänge noch besser informiert – um nicht zu sagen geschult – zu werden. Es geht nicht darum, eine bestimmte Meinung zu verkaufen, sondern das Terrain so vorzubereiten, dass man nicht drei Monate vor der Abstimmung noch einen wilden politischen Kampf führt und sich dabei noch immer Mühe geben muss, bestimmte Begriffe überhaupt zu klären.

Die dritte Frage: Warum ist das unbedingt nötig? Es ist unbedingt nötig, weil diese Frage eine ausserordentlich wichtige Frage für unser Land ist, eine Frage, die von existenzieller Bedeutung sein kann.

Schliesslich die letzte Frage: Womit? Die Antwort ist einfach: Es ist eine ausserordentliche Situation. In zwei, zweieinhalb Jahren müssen wir unter Umständen eine sehr wichtige Abstimmung in dieser Frage durchführen. Ausserordentliche Situationen erfordern ausserordentliche Massnahmen. Deshalb ist es nötig, dass der Bundesrat und dieses Parlament rasch und unbürokratisch die nötigen Geldmittel und die nötigen personellen Mittel zur Verfügung stellen, um diese Informationskampagne durchzuführen und nicht nur davon zu reden. Es braucht also neben Fachleuten, die genau wissen, worum es geht, PR-Leute, es braucht Methodiker, die das richtig darstellen und nicht in grossen, dicken Berichten irgend etwas aussagen wollen. Die Information sollte so beschaffen sein, dass man es versteht, die komplizierte Politik in einfachen Zusammenhängen zu erklären. Deshalb frage ich den Bundesrat an, ob er bereit ist, dieses Informationsmanko nun endlich konkret anzupacken – und nicht immer nur davon zu reden – und die entsprechenden Anstrengungen zu unternehmen, dies im Interesse aller Eurofans und auch aller Fans, die gegen Europa sind. Es ist eine Grundinformation, die absolut notwendig ist.

Müller-Meilen: Nach der Antwort des Bundesrates auf die SVP-Interpellation und auch nach der umfassenden und sehr informativen Analyse unserer aussenwirtschaftlichen Probleme durch Herrn Bundesrat Delamuraz heute morgen stellen sich für mich doch noch einige Fragen.

Es ist für mich unbestritten, dass die Schweiz nicht neben Europa vorbeileben kann. Im Vordergrund stehen heute die Verhandlungen um den Europäischen Wirtschaftsraum – trotz der leidenschaftlichen und langen EG-Diskussion, die wir geführt haben.

Auch ein EWR-Vertrag wird die schwierige Volksabstimmung zu passieren haben. Dabei wird vor allem die Frage, wie viele wirtschaftliche Vorteile bei einem Beitritt oder Nachteile bei einem Nichtbeitritt zu erwarten sind gegenüber dem Opfer an demokratischen Rechten, abgewogen werden. In einer Volksabstimmung besteht, realistisch gesehen, die Gefahr einer Kumulation von Neinstimmen wegen der Widerstände in der Landwirtschaft, im Gewerbe, in gewissen Branchen der Inlandindustrie und auch bei den Wachstumsfeinden. Kommt der Eindruck hinzu, die Rechte des Volkes würden zu stark geschmälert, so dürfte ein negativer Entscheid vorprogrammiert sein.

Günstiger könnte die Ausgangssituation für eine Abstimmung werden, wenn es gelingen würde, erhebliche Rechte des Parlamentes und der direkten Demokratie in den EWR einzubringen. Ich habe diese Frage in meiner Interpellation aufgeworfen. Der Bundesrat teilt in der Antwort offensichtlich

Wunsch, in den EWR vermehrte Rechte des Parlamentes oder direktdemokratische Rechte einzubringen, aber er ist in der Beurteilung der Chancen sehr zurückhaltend. Es scheint mir jedoch wichtig – Herr Rychen hat darauf hingewiesen –, die Öffentlichkeit heute schon vermehrt in die Diskussion einzubeziehen und über die Bemühungen zu orientieren, einen demokratischen Ausbau des EWR zu erreichen. Das mag im Hinblick auf die Verhandlungen, die im Gange sind, schwierig sein, ist aber wohl im Hinblick auf die künftige Volksabstimmung unerlässlich. Ich möchte deshalb Herrn Bundesrat Delamuraz um die Beantwortung folgender Fragen bitten:

1. Sind die Efta-Staaten geschlossen der Meinung – mit einer Stimme –, dass in einem EWR Parlament und Volk grössere Kompetenzen haben sollten als heute in der EG oder in der Efta? Welche Kompetenzen sollten das sein?

2. Besteht eine Chance, dass die EG auf solche Wünsche eingeht und das sogenannte europäische Dorf föderalisiert wird? Was ist allenfalls zu tun, um die Bereitschaft der EG zu erhöhen?

3. Mit welchen Einschränkungen der demokratischen Bürgerrechte und der Parlamentskompetenzen müsste konkret beim heutigen Stand der EWR-Vorbereitungen in der Efta gerechnet werden? Würde sich eine dynamische Entwicklung des EWR-Rechts unter Mitwirkung des Volkes oder nur unter Zustimmung der EWR-Institutionen vollziehen? Müsste sie eine Volksabstimmung passieren?

4. Wie gross ist der Anpassungsdruck auf unser Recht und auf unsere Institutionen durch die normative Kraft des Faktischen im Falle eines Nichtbeitritts zum EWR?

Klare Antworten auf diese Fragen werden die Integrationspolitik, aber auch das Identitätsbewusstsein der Schweiz künftig stark beeinflussen.

Frau Zölich: In der schriftlichen Antwort des Bundesrates auf die Interpellation unserer Fraktion wird die Wichtigkeit der Information des Parlamentes, der Sozialpartner und der Öffentlichkeit unterstrichen. Herr Rychen hat eben darauf hingewiesen, dass die Öffentlichkeit, dass die Stimmbürger bis jetzt ungenügend informiert worden sind.

In der Interpellationsantwort wird aber nichts über die Information der Kantone und vor allem auch nichts über die Information der Gemeinden gesagt. Heute morgen haben Sie, Herr Bundesrat, mit Recht darauf hingewiesen, dass bezüglich der Information der Kantone ein echter Notstand bestehe. Auf diesen Mangel an Information machten in den letzten Zeiten verschiedene Kantone und auch die Gemeinden eindringlich aufmerksam. Sie sagten heute, Herr Bundesrat, es müsste mehr System in den Informationsfluss in Richtung Kantone gebracht werden, man müsste intensiver informieren. Dies ist sehr dringend. Nun gibt es verschiedene Möglichkeiten: Informieren können Sie über die Direktorenkonferenzen. Ein Kanal könnte auch die CH-Stiftung sein, oder es könnten direkte Kontakte zu den Kantonen aufgenommen werden. So oder so müsste jedoch das Integrationsbüro besser ausgestattet und mit mehr Personal versehen werden.

Können Sie uns sagen, Herr Bundesrat, ob bezüglich der Information der Kantone und damit auch der Gemeinden bereits ein Informationskonzept besteht und ab wann Sie gedenken, dieses Konzept in die Praxis umzusetzen? Dies müsste nämlich sofort geschehen.

Biel: Nun läuft die Diskussion genau in die Richtung, in der sie eigentlich nicht laufen sollte. Zweifellos gibt es ein Informationsproblem. Aber bevor ich dieses Problem löse, muss ich doch wissen, was ich will. Die Diskussion vorhin hat mir gezeigt, dass nicht einmal das Parlament weiss, was es will. Es gibt sogar Leute in diesem Rat, die nicht einmal wollen, dass der Bundesrat ein Szenario aufstellt, wie es herauskommen würde, falls wir den Fall des Beitritts weiterverfolgten. Nun soll plötzlich der Bundesrat zum grossen Meister der Information werden. Ich möchte sehen, wie Sie «ausrufen», wenn er in seiner Information auch einige Meinungen einfließen lässt – und ohne Meinungen geht es ja nicht!

Es gibt ein Informationsproblem: hier, im Parlament. Aber da müssen wir nicht wissen, was die EG ist. Ich nehme an, der

Sprecher der SVP habe den Bericht des Bundesrates gelesen. Das müssen wir nicht mehr lernen. Wir müssen wissen, wie die aktuelle Lage aussieht. Was «liegt drin», und wo wollen wir uns einschalten? Das war heute morgen mit ein Problem, es hat auch die Wirtschaftskommission beschäftigt: Wie werden wir in diese Entscheide eingebunden? Das ist nicht ein Informationsproblem des Bundesrates. Ich würde mich hier hüten! Denn Sie sind genau die, die sagen werden, der Bundesrat übermarche hier, der Bundesrat übermarche dort.

Zuallererst müssen wir bereit sein, die Probleme anzupacken, zu diskutieren und dann auch dazu zu stehen. Ich habe nun einige Dinge erlebt. Ich erinnere an die Uno-Debatte. Da haben sich zahlreiche, auch bürgerliche Politiker in die Büsche geschlagen oder sich sogar als Heckenschützen beteiligt. Dabei hat der Bundesrat orientiert! Das Problem war nicht die Information, sondern es hat an der politischen Meinungsbildung gefehlt, und es hat an uns gefehlt, dass wir nicht bereit waren anzutreten. Genauso wird es auch diesmal verlaufen.

Ich habe nichts dagegen, Herr Rychen, wenn man dieses von Ihnen angetönte Problem auch sieht. Aber das ist jetzt noch zu früh. Zuerst müssen wir wissen, was wir wollen, und dann müssen wir endlich bereit sein, die Karten offen auf den Tisch zu legen und zu sagen: jawohl, wir wollen das, oder: wir wollen es nicht. Und dann stehen wir auch dazu. Aber wir dürfen nicht erst schauen, woher der Wind bläst, und uns dann wie bei der Uno in die Büsche schlagen und uns als Heckenschützen betätigen.

Ich gehöre nicht zu einer Fraktion, die im Bundesrat vertreten ist, und ich habe kein Interesse, nur den Bundesrat im Vordergrund zu sehen; sondern ich glaube, wir als Parlamentarier müssen unsere Mitverantwortung übernehmen und dann auch zu dem stehen, was wir entschieden haben. Dort liegt das Problem. Die Information in der Schweiz spielt dann schon.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je peux répondre. J'avais un peu de retard parce que je suis aussi victime d'un problème de fiche! Il me manquait une fiche assez précise dont j'avais besoin pour répondre à M. Müller.

Je voudrais remercier le groupe UDC, par l'intermédiaire de son porte-parole, d'être satisfait de l'état de la question que le Conseil fédéral a établi à sa demande en matière d'intégration européenne. Cette demande a en effet permis non seulement d'établir des rapports – notamment celui sur les affaires économiques extérieures – mais aussi de faire le point tout particulièrement dans le domaine de l'intégration européenne. C'était nécessaire, d'abord parce qu'un certain nombre de vérités premières ne sont pas encore bien comprises et assimilées, qu'il faut donc les répéter, ensuite parce que l'évolution des affaires est telle que nous devons constamment adapter cette information et mettre à jour nos renseignements.

Cela étant, M. Rychen insiste sur le problème de l'information au public mais aussi au Parlement, dont nous avons abondamment parlé ce matin. Je partage avec M. Rychen une chose qui n'a pas été dite ce matin mais qui a toute son importance, à savoir qu'il faut continuer d'expliquer tous azimuts un certain nombre de notions de base concernant l'organisation de l'Europe, ses institutions et leur développement, des problèmes qui se posent à telle ou telle de ces institutions car c'est véritablement une organisation très complexe et très touffue. Les spécialistes eux-mêmes ont de la peine à y voir clair. Comment voulez-vous alors que le peuple puisse prendre des décisions en connaissance de cause si on n'a pas pris la peine de remonter aux sources afin non pas de développer seulement les derniers quinze jours des négociations, mais de dire de quoi il s'agit et sur quelle base on travaille? Si les pères de l'Europe, ou certains d'entre eux voyaient en effet l'effroyable complexité des institutions dont elle est couverte, chacune dans son rayon, avec ici ou là des empiètements, ils seraient certainement horrifiés de l'idée technocratique que certains gouvernements ont tirée de l'organisation européenne.

Il faut donc aller à la base et nous l'avons fait, Monsieur Rychen, lorsque nous avons publié avec le rapport du Conseil fédéral de l'été 1988, une table des abréviations ainsi que des résumés des institutions. Nous sommes même allés plus

loin. J'ai fait éditer, en français et en allemand, un rapport de vulgarisation sur l'intégration européenne. Deux talentueux journalistes ont été requis, et nous pensions que ce condensé, présenté d'une manière un peu moins administrative que les rapports du Conseil fédéral, susciterait un certain intérêt dans l'opinion. Il n'a pas tiré comme un best-seller, ce que j'aurais souhaité. Ce n'est pas une raison pour ne pas continuer. Je pense que les deux axes doivent être utilisés: l'axe traditionnel des médias qui sont là pour accomplir ce travail de transmission d'informations, et puis, à situation extraordinaire mesure extraordinaire, l'axe que nous utilisons lors de votations populaires qui consiste à faire passer un message du Conseil fédéral par les médias électroniques et par un petit libellé distribué à tous les citoyens de ce pays. Il ne faut pas faire un usage immodéré de ce moyen direct, car, très tôt, on soupçonnerait le Conseil fédéral de vouloir ouvrir une officine de propagande. Comme il y a tout de même, au-delà des faits, un certain nombre d'appréciations, de constructions possibles, de vues différentes sur le futur de l'Europe – le débat de tout à l'heure en a été la preuve éloquent – on pourrait reprocher au Conseil fédéral de ne présenter que sa vérité. Il est donc indispensable que, fondamentalement, les médias puissent continuer de jouer le jeu et de développer l'information, en particulier cette information de base sur laquelle vous avez cent fois raison d'insister, et n'envisager le moyen direct que lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas avec les moyens, insuffisants à mon avis, que nous avons engagés jusqu'à maintenant à ce titre que nous pouvons faire un travail efficace et performant. C'est pourquoi nous nous sommes dotés de forces nouvelles et supplémentaires – pas encore en fonction d'ailleurs – au Bureau de l'Intégration, qui est le lieu idéal, étant réceptacle dépendant de deux départements de toutes les questions d'intégration européenne. Les personnes choisies vont pouvoir accomplir exclusivement et professionnellement ce métier indispensable de l'information.

Or il se pose une question très intéressante qui n'a pas été abordée ce matin à propos de l'information: au-delà de la répétition d'un certain nombre de vérités de départ, que peut-on dire en réalité, à quel moment et à qui? C'est là que, dès qu'on aborde l'information publique, il y a évidemment un certain nombre de précautions à prendre, celles-là même que M. Biel a énoncées tout à l'heure. Je pense que non seulement on peut mais, on doit énoncer des principes selon lesquels s'articule la politique suisse en matière d'intégration européenne, objet du débat d'aujourd'hui. Aller, cependant, au-delà, dans une négociation dont je rappelle l'extraordinaire mouvance et les développements parfois inattendus et vouloir prétendre coller à la réalité, au niveau de l'information publique, relèverait du leurre. Nous ne ferions pas un bon travail, nous donnerions successivement sans doute assez souvent des faux signaux, des espoirs qui ne seraient pas réalisés, nous ferions part de craintes ou de dangers qui se révéleraient infondés. Tout cela, dans un tumulte d'informations trop considérable qui, au lieu de renseigner le public, risquerait de le déstabiliser. Il faut donc aller au-delà des informations de base, rappeler les principes selon lesquels nous travaillons et nous négocions, mais il ne faut pas prétendre entrer dans le détail définitif de projets en constante évolution.

A cette difficulté, d'ailleurs, s'en ajoute une autre qui consiste à refuser de partir au combat international – la négociation est un combat – avec une base en quelque sorte amoindrie parce qu'elle aurait fait l'objet d'une présentation exhaustive et définitive propre à nous mettre en situation d'affaiblissement par rapport à nos partenaires de négociation. Un genre et un style restent donc à trouver et il faut se demander, avant de faire de l'information, quoi dire et ce que nous pouvons dire pour aller vers le but que l'on veut atteindre, c'est-à-dire la consolidation de l'espoir européen de nos concitoyens.

J'en termine avec l'information par les questions de Mme Zölch: les informations destinées aux cantons passent actuellement par les conférences des directeurs cantonaux spécialisés; cette façon de faire assez neuve fonctionne convenablement. Une information spécifique, à l'intention des gouvernements cantonaux, est établie par le Bureau de l'Intégration;

elle peut aussi passer par une autre institution qui serait celle que vous avez évoquée. Le 27 mars prochain, une délégation de trois conseillers fédéraux (le président de la Confédération, le chef du Département des affaires étrangères et moi-même) rencontrera le Groupe Contact, c'est-à-dire les représentants, non pas de délégués de la Conférence, mais des vingt-six gouvernements cantonaux pour mettre définitivement au point la manière dont l'information aux cantons peut et doit passer du Bureau de l'Intégration du Conseil fédéral aux cantons et inversement. Par ailleurs, l'information des communes – je dois en convenir avec vous, Madame Zölch – est un problème en soi qui n'a pas encore été suffisamment examiné pour qu'on en tire des conclusions positives.

Enfin, je réponds à l'intervention de M. Müller-Meilen: premièrement, tous les pays de l'AELE veulent inclure efficacement l'échelon parlementaire dans le processus de decision-shaping. Les modalités restent à préciser, mais nous voulons, en effet, davantage engager les parlements dans ce processus. Deuxièmement, j'ai affirmé ce matin que les institutions devaient rester intactes dans leur essence; le fédéralisme sera néanmoins touché dans quelques domaines peu nombreux par l'existence d'un Espace économique européen du style de ce que nous imaginons.

Troisièmement, si nous ne participons pas à l'Espace économique européen donné et que nous, Suisses, soyons les seuls à ne pas le faire, il est bien évident que nous ferons certainement l'objet de pressions, qui se manifesteront du côté de la Communauté et qui seront peut-être de nature – Monsieur Müller, j'insiste – à remettre un certain nombre d'accords actuels en cause, qui ne sont pas promis, je le répète, à l'éternité.

Quatrièmement, Monsieur Müller, je peux préciser, quant à la sensibilité des Communautés aux problèmes de l'organisation démocratique, que le processus communautaire, pour les membres de la Communauté, signifie incontestablement un transfert des responsabilités et des décisions politiques des parlements nationaux vers les gouvernements nationaux, et des pays membres de la Communauté vers les organes de la Communauté. Un transfert a eu lieu, qui, comme vous le voyez, ne va évidemment pas dans le sens d'un renforcement des institutions démocratiques, ni à l'intérieur des pays membres, ni à l'intérieur de la grande Communauté, tant et aussi longtemps que l'organisation de son Parlement – et c'est cela qui est important – est celle que vous connaissez, c'est-à-dire celle d'un Parlement qui ne tire sa capacité de discuter et de décider que d'un seul organe souverain en la matière, actuellement, et qui est la commission. Il est bien évident, Monsieur Müller, que si la Communauté, pour ce qui la concerne, entend passer avec nous cet accord sur l'Espace économique européen, elle ne changera pas un iota à ses affaires intérieures. En revanche, nous pourrions le faire en ce qui concerne les nôtres dont nous resterons maîtres.

Präsident: Die Interpellanten sind von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

90.359

Postulat Ott
Beziehungen zwischen den Efta-Staaten
Relations entre les pays
de l'AELE

Wortlaut des Postulates vom 8. Februar 1990

Durch die neue Entwicklung in der Europapolitik sind die sechs Efta-Staaten unversehens in eine neue Lage geraten. Sie sind zu einer Schicksalsgemeinschaft geworden, da von ihnen gemeinsame politische Entscheidungen von grosser

Tragweite verlangt sind. Gleichzeitig sind aber die Bevölkerungen einander wenig vertraut. In dieser Hinsicht hat das politische Zusammengehen nur eine schwache Grundlage.

Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, durch welche Anstrengungen, insbesondere auf kulturellem Gebiet, das Gefühl der Zusammengehörigkeit unter den Efta-Ländern gestärkt werden könnte.

Texte du postulat du 8 février 1990

Les récents développements de la politique européenne ont placé les six Etats membres de l'AELE dans une situation inattendue. Un destin commun les lie, du fait que l'on exige d'eux des décisions communes de grande portée politique. Mais dans le même temps, les populations se connaissent mal: de ce point de vue, l'unification politique repose sur des bases ténues.

Le Conseil fédéral est invité à examiner, notamment dans le domaine culturel, les mesures qui renforceraient le sentiment communautaire au sein des pays de l'AELE.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aguet, Berger, Biel, Borel, Büttiker, Eggly, Fischer-Sursee, Mauch Ursula, Meizoz, Scheidegger, Schmid, Ulrich, Widmer, Wyss Paul, Zbinden Hans (15)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Postulant verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 5. März 1990

Déclaration écrite du Conseil fédéral

du 5 mars 1990

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

90.362

Interpellation Hubacher
Schweiz und EWR
La Suisse et l'Espace économique
européen

Wortlaut der Interpellation vom 8. Februar 1990

Ich ersuche den Bundesrat, bis zur oder in der Frühjahrssession 1990 schriftlich oder mündlich zu orientieren:

– Mit welchem Konzept er innerhalb der Efta mit der EG die Frage Europäischer Wirtschaftsraum EWR strategisch angehen will.

Texte de l'interpellation du 8 février 1990

Je prie le Conseil fédéral de répondre par écrit ou oralement, au plus tard lors de la session de printemps 1990, à la question suivante:

– Dans le cadre de l'AELE, comment le Conseil fédéral envisage-t-il d'aborder avec la CE, d'un point de vue stratégique, le problème de l'Espace économique européen (EEE)?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Interpellant verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 5. März 1990

Interpellation der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei Europäische Integrationspolitik

Interpellation du groupe de l'Union démocratique du centre Politique européenne d'intégration

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.714
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.03.1990 - 15:00
Date	
Data	
Seite	412-418
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 372

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.